



Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ECONOMIQUES ET DE DEVELOPEMENT

Zoom sur le Togo emergent

N° 120 du 29 avril 2019 / PRIX 250 F CFA AFRIQUE / 1EURO EUROPE



CELEBRONS L'INDEPENDANCE EN HD

5 000 FCFA*
LE DECODEUR HD
AU LIEU DE ~~10 000~~ FCFA

☎ 22 22 65 65

LES BOUQUETS
CANAL+



AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE

Faure Gnassingbé annonce de « grandes orientations dans le social, la gouvernance, et la sécurité »

Face au Parlement le 26 avril 2019, veille la célébration du 59ème anniversaire de l'indépendance, Faure Gnassingbé s'est adressé à la nation. Un discours sur l'état de la nation, avec en toile de fond les secteurs socio-économiques, la cohésion sociale, le renforcement de la gouvernance, la question sécuritaire, ainsi que le PND... **P.2**

BANQUES ET FINANCES

Bank of Africa : 39 milliards de francs CFA de dividendes aux actionnaires d'Afrique de l'Ouest

31È ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GROUPE ETI



Groupe Ecobank : Après un bénéfice de 322 millions US, les actionnaires acceptent sacrifier leurs dividendes de l'année 2018

ZLECA



Les Journalistes économiques pour l'Afrique de l'Ouest s'engagent pour la mise en œuvre

COMMERCE EN AFRIQUE



La BAD signe avec Natixis un accord de participation aux risques de 50 millions de dollars

FORUM TOGO-UE

Encore 48 heures pour soumettre son projet

1er Forum Economique
Togo-UE 2019
13 & 14 Juin 2019
Hôtel 2 Février, Lomé - Togo

Togo Le Rendez-vous des Opportunités

Placé sous le haut patronage de SEM.
Faure Essozimna Gnassingbé,
Président de la République Togolaise

ECO FLASH

BANQUES ET FINANCES

Bank of Africa : 39 milliards de francs CFA de dividendes aux actionnaires d'Afrique de l'Ouest

Avec des résultats en dents de scie pour l'année 2018 dans les pays d'Afrique de l'Ouest, Bank of Africa souhaite rassurer ses investisseurs en augmentant les dividendes et en renforçant les fonds propres de ses filiales. Bank of Africa (BOA), contrôlé par le marocain BMCE, troisième établissement bancaire du Maroc qui sera renommé Bank of Africa le 11 septembre prochain a présenté le 17 avril à Abidjan les résultats 2018 de ses filiales francophones en Afrique de l'Ouest. Mamadou Igor Diarra, directeur régional de la zone Uemoa, et Laura Tran, directrice des participations, ont dévoilé les performances et contre-performances des filiales en question, dont les résultats sont contrastés, sans être alarmants. Dans les six États de la zone où la banque est implantée, 39 milliards de francs CFA (59 millions d'euros) de dividendes seront distribués à ses actionnaires (en hausse de 1 % par rapport à l'année précédente). Une stratégie qui relève potentiellement de la séduction, alors que le résultat net de l'ensemble du groupe est en baisse de 9,7 % en 2018. À l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, BOA Burkina Faso est la filiale qui distribuera le plus de dividendes (9,2 milliards F CFA), suivie du Bénin (8,8 milliards F CFA), de la Côte d'Ivoire (6,8 milliards F CFA), du Niger (5,3 milliards F CFA), du Mali (4,5 milliards F CFA) et enfin du Sénégal (4,2 milliards F CFA). La plus forte croissance a été enregistrée au Mali, avec 484,9 milliards F CFA en 2018, contre 455,2 milliards en 2017, soit une hausse de 6,5 %. Le Burkina Faso affiche 790,8 milliards F CFA en 2018, soit 5 % de plus qu'en 2017 (752,9 milliards F CFA). Enfin, le Niger totalise 300,4 milliards F CFA en 2018 contre 293,6 milliards auparavant, soit une progression de 2,3 %. Dans ses six implantations de la zone Uemoa, la BOA a procédé en 2018 à un renforcement des fonds propres de chaque filiale. Une initiative facilitée notamment par l'augmentation du capital du groupe de 458,5 millions d'euros sur la période 2019-2021. Selon un classement de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) datant de novembre 2018, Bank of Africa fait partie du top 10 des banques de la sous-région, se classant à la deuxième place derrière le groupe Ecobank.

COTE D'IVOIRE

500 000 tonnes de coton pour la campagne prochaine (2019-2020)

La campagne cotonnière ivoirienne 2019-2020, devrait atteindre un volume de 500 000 tonnes selon les prévisions de l'Association professionnelle des sociétés cotonnières de Côte d'Ivoire (Aprocot-CI). Cette production attendue sera en hausse de 16% par rapport à la campagne précédente qui s'est établie à 430 000 tonnes. La progression pourrait s'expliquer par les réformes entreprises dans la filière notamment la mise en place d'un dispositif de conseil agricole et d'un système de commercialisation (interne et externe). La Côte d'Ivoire est le 4ème exportateur africain de coton derrière le Mali, le Burkina et la Bénin. Pour rappel, la campagne 2018-2019 a débuté le 15 novembre 2018 avec un prix d'achat fixé à 265 FCFA/kg comme lors de la saison précédente.

31È ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GROUPE ETI

Groupe Ecobank : Après un bénéfice de 322 millions US, les actionnaires acceptent sacrifier leurs dividendes de l'année 2018 pour constituer un coussin de liquidités

« Nous devons aller à une banque forte et solide, en travaillant dur. C'est ce dynamisme qui permettra d'atteindre la vision de développement et l'intégration en Afrique », a fait savoir Ade Ayeyemi, Directeur Général ETI à l'issue de la 31è Assemblée Générale du groupe Ecobank Transnational Incorporated (ETI) tenue le 25 avril dernier au siège à Lomé. L'année 2018 a marqué un tournant pour la société. Elle correspond au lancement de la phase « d'exécution » de la stratégie qui fait suite aux initiatives prises en vue de renforcer les fondements du Groupe. « Je qualifie donc la performance enregistrée par le Groupe en 2018 de solide », a expliqué Emmanuel Ikazoboh, le président du Conseil d'Administration (CA). Selon le résultat fin exercice 2018, le Groupe ETI a réalisé un bénéfice après impôt de 322 millions US, contre 182 millions US en 2017, soit une hausse de 144 millions US (+77%). Le bénéfice attribuable aux actionnaires s'est établi à 262 millions US, en hausse de 47 % par rapport à 2017, ce qui se traduit par un bénéfice par action de 1,06 centime US, et une amélioration du rendement des fonds pro-

pres retraités des survaleurs de 21%, contre 13,6 l'année précédente. « Ces résultats témoignent de la rigueur constante appliquée à la gestion des coûts, de notre engagement en matière de gestion des risques et de l'assainissement continu du portefeuille de crédit », a fait savoir Emmanuel Ikazoboh. Le ratio d'efficacité, ou coefficient d'exploitation n'a cessé de s'améliorer et s'est établi à 61,5% en 2018, malgré une croissance timide des revenus. Quant à la santé du portefeuille de crédit mesurée par le coût du risque, elle s'est également améliorée, à 2,4% contre 3,3% en 2017. Le niveau de capitalisation reste suffisant. Le ratio d'adéquation des fonds propres Bâle II/III du Groupe, à 13,6% est au-dessus de la limite réglementaire et chacune des filiales respecte aussi ses engagements en capital. Cependant, le conseil d'Administration estime que, pour concrétiser les initiatives de croissance prévues et s'assurer de la victoire dans les pays clés comme le Nigeria et le Kenya, il doit être augmenté à court terme les niveaux de capitalisation en combinant des injections de nouveaux capitaux avec le réinvestissement des bénéfices.

En ce qui concerne le rendement pour les actionnaires, en 2018, le cours de l'action a évolué conformément au marché dans son ensemble et aux banques de premier plan de la Bourse nigériane (NSE). Au cours de l'année civile, le cours de l'action a baissé de 18% à 17% NGN, tandis que les indices NSE All-share et NSE Banking 10 cédaient respectivement 18% et 16%. Du point de vue de la valorisation, le Groupe a clôturé l'année sur une cotation inférieure à la valeur des actifs corporels au bilan. Comme en 2017, au Groupe Ecobank, le Conseil d'Administration reconnaît l'importance des distributions de dividendes aux actionnaires. « Compte tenu de l'amélioration des résultats en 2018, nous sommes conscients que les actionnaires attendent à percevoir des dividendes. Toutefois, compte tenu de facteurs tels que les nouvelles exigences de fonds propres réglementaires auxquelles le Groupe est soumis, et la nécessité de constituer un coussin de liquidités pour la société holding, nous ne recommandons pas le versement d'un dividende. Nous vous assurons que bien qu'elle ait été difficile, cette décision a été prise dans

l'intérêt supérieur de la société. Votre conseil est convaincu que notre stratégie et les actions que nous avons prises jusqu'à présent ont positionné la société sur la voie d'une croissance future durable, avec un rendement des capitaux propres supérieur à leur coût », a annoncé le président du Conseil d'Administration.

Il faut noter également, qu'au cours de l'exercice, Mme Dolika Banda, qui siège au CA d'ETI en qualité d'administratrice non exécutive depuis 2014, a quitté le Conseil. Par ailleurs deux administratrices non exécutives indépendantes ont fait leur entrée au CA. Il s'agit de Mme AICHATOU Agne Pouye, sénégalaise et possède plus de 30 ans d'expérience, est entrée au CA en octobre 2018 tandis que Mme Arunma Oteh, qui est nigériane, a rejoint le Conseil en janvier 2019 pour faire bénéficier de ses 33 ans d'expérience.

En 2019, le Groupe Ecobank opéra pour l'optimisation du capital. Si les administrateurs pensent que l'efficacité du capital est indispensable pour un bilan solide et des rendements durables, le CA met l'accent davantage sur le devoir fiduciaire qui lui incombe en tant que gestionnaire attitré du capital. Cette orientation a été rendue nécessaire par les sous-performances de certains des pays et pôles d'activité, ainsi que par les difficultés soulevées par les exigences réglementaires en matière de fonds propres. A l'issue de l'Assemblée générale le Ghana poids lourd de l'Afrique de l'ouest anglophone a été désigné meilleur filière de l'année 2018. Créé en 1985 et basé à Lomé le groupe Ecobank offre des services aux entreprises et aux particuliers. En 2018, le capital annoncé du Groupe ETI s'élève à 1 276 664 511 EU.

Ghislain

AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE

Faure Gnassingbé annonce de « grandes orientations dans le social, la gouvernance, et la sécurité »

Face au Parlement le 26 avril 2019, veille la célébration du 59ème anniversaire de l'indépendance, Faure Gnassingbé s'est adressé à la nation. Un discours sur l'état de la nation, avec en toile de fond les secteurs socio-économiques, la cohésion sociale, le renforcement de la gouvernance, la question sécuritaire, ainsi que le PND. D'importantes mesures ont été annoncées par le Chef de l'Etat. L'une des premières mesures porte sur le volet social. Ainsi, dès janvier 2020, le gouvernement procédera à un relèvement de 5% de la valeur indiciaire des travailleurs, après une valorisation de 6% accordée en 2013. « J'ai instruit, dans ce sens, le gouvernement de prendre en compte, dans le

cadre du prochain budget, les préoccupations visant à améliorer le pouvoir d'achat, à travers la revalorisation, dès janvier 2020, de la valeur indiciaire à hauteur de 5%. », a assuré le Chef de l'Etat togolais qui se dit très attaché « à la recherche de l'amélioration des conditions de vie des citoyens » ; En outre, à partir de l'année prochaine, « le gouvernement intensifiera les consultations et engagera les études actuarielles nécessaires pour la reprise de l'allocation de départ à la retraite, d'une façon soutenable et compatible avec la poursuite des efforts d'assainissement de nos finances publiques. », a-t-il promis, assurant que des « dispositions sont d'ores et déjà prises pour la construction de deux



locaux qui seront mis à la disposition des associations pour servir de maisons des retraités. »

Toujours au chapitre social, le Président est revenu sur la promesse des 20% de marchés publics promis aux jeunes et

femmes, une mesure du 03 janvier 2018 visant à faire bénéficier à ces couches la commande publique. Face à des objectifs qui, globalement n'ont été atteints qu'à moitié, de nouvelles instructions ont été données, pour que des dispositions supplémentaires de facilitation et de simplification soient prises ; ainsi que des mécanismes dédiés d'appuis financiers mis en œuvre. Ainsi, la part réservée aux jeunes et femmes entrepreneurs dans les attributions de marchés publics sera désormais portée à 25%. L'initiative a permis à 4000 entrepreneurs, jeunes et femmes, de saisir des opportunités. Les résultats, s'ils sont « très appréciables », sont « en deçà des attentes », a-t-il toutefois relevé. Raison pour laquelle « la part d'attribution

des marchés publics sera désormais portée à 25% ». Le Président n'a pas manqué d'évoquer la « très » sensible question de la gouvernance. Alors que le Togo a entrepris depuis fin 2017 un vaste chantier de réformes en matière de climat des affaires et de la gouvernance publique, Faure Gnassingbé annonce « une profonde mutation » dans l'administration publique. Objectif : « répondre aux exigences de l'heure », car dit-il, « d'elle dépend largement la perception de l'acteur public par les opérateurs et les investisseurs privés ». Un secteur privé que le locataire de la Marina convie « instamment » à jouer pleinement sa partition à l'aune du PND. « Avec le PND, nous avons fait le pari de la confiance à l'investissement privé -national

et accélérer la croissance économique du Togo. Afin de permettre un fonctionnement optimal de ce modèle de partenariat public-privé, le désengagement amorcé de l'État des secteurs productifs et financiers sera poursuivi », insiste Faure Gnassingbé. « Le gouvernement est déterminé à poursuivre l'amélioration de la gouvernance, notamment en mettant, dans les mois qui viennent, un accent particulier sur la lutte contre la corruption. », lancera-t-il avant d'informer qu'« un projet de loi organique sera soumis à l'Assemblée nationale pour déterminer les conditions de mise en œuvre de la déclaration des biens et avoirs prévue par la constitution. » ; Dans la même dynamique de réformes, et au regard des nouveaux défis auxquels devra faire face

le Togo, en l'occurrence la décentralisation qui surviendra avec les élections locales, des efforts seront consentis pour la mise en place courant 2019, du Conseil Économique et Social. Dans une adresse qui n'a pas épargné la question sécuritaire, devenue l'une des plus brûlantes de l'actualité dans la sous-région, Faure Gnassingbé a appelé tant l'État que les familles à mettre l'accent sur l'impérieuse nécessité de préserver la jeunesse du péril de la radicalisation et des tentations extrémistes. Une loi sur la sécurité intérieure est annoncée en réponse, afin de doter l'ensemble des acteurs des instruments adéquats, et de renforcer les capacités opérationnelles dans le cadre de la coopération régionale.

Jean

CÉLÉBRATION DU 59È ANNIVERSAIRE D'INDÉPENDANCE DU TOGO Des PMI/PME lancées pour booster la croissance économique

Pour relever, ces défis, l'Afrique doit compter sur le secteur privé, le moteur de l'économie africaine qui emploie environ 90 % de la population active en âge de travailler et crée 70% d'emplois. A cet effet, le Togo mise sur 65% des investissements du secteur privé pour la réalisation de son Plan National de Développement (PND) sur la période 2018-2022. De la création d'un hub sous régional, à la transformation des pôles agricoles, à la croissance sociale inclusive, les autorités togolaises souhaitent créer plus de 500 000 emplois. A l'occasion du 59è anniversaire de l'indépendance du Togo, le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a procédé à l'inauguration et à la pose de première pierre d'une avalanche de PME/PMI au rang desquelles, on découvre :



Le Togo dispose d'une usine de production de fer à béton à Kara à 4,1 milliards FCFA

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a lancé le 23 avril à Kara (430km de Lomé), les travaux de l'usine de production de fer à béton du groupe indien HCURE IMPEX LLP. Le coût d'investissement de l'usine Steel Cube Togo (SCT) est estimé à 4,1 milliards FCFA. Elle est implantée sur une superficie de 5 hectares dans la Zone franche de Kara. Steel Cube Togo dont la capacité de production est estimée à 3 000 tonnes par mois, utilisera 4 500 tonnes de ferrailles de récupération et générera 400 emplois directs et 800 emplois indirects. 70% de sa production est destinée à l'export. Selon Tiwari N'ripandra Oumar, le DG de Steel Cube Togo, le groupe HCURE IMPEX LLP envisage de construire une autre usine de production de papiers d'emballage au Togo. « Le gouvernement ne peut que se réjouir de l'usine car elle contribuera à créer de l'emploi pour les jeunes. D'ailleurs les prévisions avancées, nous rassurent dans la région septentrionale. L'industrialisation du Togo doit passer par le secteur privé que nous voulons renforcer afin que ce secteur soit plus fort et compétitif, une vision qui cadre avec le PND (2018-2022) », a fait savoir Kodjo Adédzè, le ministre du commerce, de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale.

Plus de 8 tonnes d'ananas transformés par jour pour produire du jus délice bio

Développer la transformation de l'ananas et renforcer la compétitivité de la filière au Togo c'est l'objectif que se fixe le gouvernement en initiant ce projet. L'usine JUS DELICE a été inaugurée le 25 avril 2019 à Gbatopé (Préfecture du Zio) par Faure Gnassingbé. Ce projet va se concentrer sur ce maillon tant en amont pour organiser les producteurs et les accompagner dans le respect des cahiers des charges au niveau de la productivité et de la qualité des produits qu'en aval au niveau des unités de transformation pour améliorer le conditionnement et respecter les normes sanitaires. Plus

de 8 tonnes d'ananas devront être transformés par jour pour produire du jus d'ananas bio, destiné au marché européen. L'usine JUS DELICE a bénéficié au mois de mai 2018, d'un appui financier du Fonds Moringa à hauteur de 1,7 milliard FCFA. C'est des emplois créés pour les producteurs, l'augmentation de leur revenu et l'amélioration de leur conditions de vie, un projet qui cadre bien avec l'axe 2 du Programme National de Développement (PND) (2018-2022) qui vise à développer les pôles de transformation agricoles, manufacturiers et d'industries extractives.



L'usine Africa Plastic officiellement opérationnelle à Tsévié

Le président de la République, a inauguré l'usine Africa Plastic le 25 avril 2019 à Tsévié (37 km de Lomé), dans la préfecture de Zio, spécialisée dans la production de produits plastiques. L'usine de fabrication de plastique, d'un investissement de 15 milliards FCFA, est une unité industrielle de transformation du polychlorure de vinyle (PVC) en vue de la fabrication des tuyaux divers. Il s'agit des tubes PVC d'assainissement, des tubes et raccords PVC évacuation, des tubes PVC forage et des tubes PVC irrigation, des tubes PVC pour le gainage des câbles téléphoniques, et des tubes polyéthylène haute densité. Cette entreprise devrait créer des dizaines d'emplois pour les jeunes et renforce l'économie nationale. Elle sera source de près de 200 emplois directs et 500 emplois indirects. L'usine est constituée de plusieurs compartiments notamment trois entrepôts, un bloc administratif, un bloc technique pour la production d'énergie, un bloc technique de production d'eau.



La pose de la première pierre d'une usine d'habillement militaire

Faure Gnassingbé a posé la première pierre de l'usine d'habillement militaire. C'est le point de départ d'une conquête de l'Afrique de l'ouest par l'entreprise Logistik Unicorn, initiateur du projet. Le coût de l'investissement initial (construction et machinerie) s'élève à 10 000 000\$ soit environ 6 milliards francs CFA. « Le concept retenu est d'impliquer progressivement les autres pays de la sous-région comme le Ghana, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et éventuellement d'autres en intégrant dans notre plan d'actions,



des unités de transformation qui tiennent compte des potentialités de chaque pays impliqué », a expliqué le promoteur de l'entreprise. Logistik Unicorp créera 500 emplois directs et durables à valeur ajoutée, à court terme au Togo, et l'effectif pourrait augmenter en fonction de l'évolution du marché international. Cette présence favorisera aussi le renforcement d'une main d'œuvre locale qualifiée et la création d'au moins 1500 emplois indirects sans compter les autres activités connexes qui se dévelop-

peront car le secteur textile génère beaucoup d'autres activités grâce à l'effet multiplicateur très élevé de notre secteur d'activité. « Notre ambition est donc de créer, un réseau avec le Togo comme point central et des pays satellites en Afrique de l'Ouest pour les programmes de vêtements et tenues professionnelles pour les armées et compagnies industrielles, afin de former une main d'œuvre qualifiée qui ouvrira la voie pour une véritable industrie du textile et de l'habillement, en appliquant le concept

LOGISTIK UNICORP Management Clothing Solution "Made in Togo, Africa », a insisté le promoteur de l'infrastructure. En remerciant le gouvernement pour le climat des affaires favorable à l'investissement, il promet mieux faire ici que dans les autres pays où Logistik Unicorp est déjà installée : « Ce que nous avons fait en Tunisie, au Vietnam, en Allemagne et en Australie, nous pouvons en faire plus ici au Togo. Nous voulons contribuer au rayonnement économique régional et mondial du Togo ».

Le Togo se dote d'un nouveau port de pêche à 20 milliards de FCFA

Déterminé à faire du Togo un pays émergent à l'horizon 2030, deux (2) ans après le démarrage effectif des travaux par la pose de la première pierre d'un nouveau port de pêche artisanale à Gbetsogbé (Lomé), le Président de la République Faure GNASSINGBÉ a inauguré le 24 avril à Lomé ledit port, un joyau d'une valeur de vingt (20) milliards de FCFA. Ce nouveau port va permettre d'améliorer les conditions de travail de tous les acteurs du secteur avec un grand espace maritime et environnement adéquat répondant aux normes internationales. Rendu possible avec l'appui de la coopération japonaise par le biais de l'Agence Japonaise de

Coopération Internationale (JICA), ce port de pêche artisanale est doté d'infrastructures modernes de débarquement, de conservation et de vente des produits de pêche. Il est composé d'un (1) bassin de mouillage (quai de débarquement, quai de repos, cale de halage) d'une capacité d'environ 400 pirogues artisanales ; d'une Criée pour 80 places (lieu où s'effectue la première mise en marché du poisson) ; d'un (1) bloc administratif, cinq (5) toilettes publiques ; d'une (1) salle d'électricité, une (1) fabrique de glace de capacité de cinq (5) tonnes/jours ; des équipements divers pour la conservation des poissons (glacières ; charrettes manuelles ; caisses à poissons ; congélateur

coffre) ; un (1) château d'eau d'une capacité de 12,25m³ qui servira à alimenter tout le port ; un (1) poste de gardien/bureau de vente de tickets d'entrée et un (1) dépôt de déchets. « Ensemble avec les parties prenantes, il sera mis au point un système de gestion pour assurer la maintenance et la pérennité de l'infrastructure », a laissé entendre Noël Koutéra KATAKA, Ministre de l'Agriculture, de la production animale et halieutique. Grâce à ce nouveau port, 700 pêcheurs devraient travailler sur place et permettre de créer 5.000 emplois directs. Le secteur emploie 22.000 personnes et contribue à 3,6% du PIB primaire et à 1,3% du PIB brut. Selon les responsables du minist-



tère de l'Agriculture, la production pourrait atteindre 25.000 tonnes d'ici quelques années. La pêche maritime est le plus grand pourvoyeur de produits halieutiques avec une production annuelle d'environ 20 000 tonnes correspondant à 80% de la production nationale ; quant au poisson, il a une haute valeur nutritive et constitue un complément

précieux dans les régimes alimentaires pauvres en vitamines et en sels minéraux essentiels. En lien avec le Plan National de Développement (PND 2018-2022), la construction dudit port de pêche respecte aussi la vision du Président de la République celle de faire du Togo un hub logistique. Charles Yao Yao

ZLECA

Les Journalistes économiques pour l'Afrique de l'Ouest s'engagent pour la mise en œuvre

Niamey (Niger), le 25 Avril 2019 - Le 21 mars 2018, Kigali, la capitale du Rwanda, avait rendez-vous avec l'histoire du siècle. Les chefs des États membres de la Commission de l'Union africaine (UA) ont paraphé la création de la zone de libre-échange la plus large du monde, en l'occurrence la zone de libre-échange continentale africaine, connue sous l'acronyme ZLECA. Cette zone augure et ambitionne que 90 % des échanges de biens seront dégrevés des droits de douane et sa mise en œuvre devrait les accroître de 16%. Un an après sa signature, les 22 ratifications nécessaires pour sa mise en œuvre ont été bouclées par la Gambie le 04 avril dernier. Le Réseau des Journalistes économiques pour l'Afrique de l'Ouest se réjouit de cette volonté manifeste et exprime sa gratitude aux chefs d'Etat et de Gouvernement de

l'Afrique. Le réseau exhorte les pays retardataires à la signature du protocole de ratification le plus vite avant le lancement officiel de la ZLECA prévu en juillet 2019 à Niamey (Niger), en marge du sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine. La mise en œuvre de la ZLECA devait permettre d'accroître le volume d'exportation de 35 milliards US par an soit 52% d'ici 2022, et de réduire l'importation de 10 milliards US. Les exportations agricoles et industrielles devaient augmenter de 4 milliards US à 21 milliards US. Ce qui créerait de l'emploi et de la richesse sur le continent africain. Avec des tarifs moyens de 6,1%, les entreprises sont actuellement confrontées à des droits de douane plus élevés lorsqu'elles exportent en Afrique plutôt qu'en dehors du continent. La ZLECA, ce projet phare des Objectifs de

Développement durable (ODD) prévu pour 2022 et inscrit surtout à l'Agenda 2063 de l'Union africaine présente d'énormes avantages et potentialités : augmenter considérablement le commerce intra-africain entre les pays signataires mais également de stimuler et d'encourager l'investissement, l'innovation, la transformation structurelle des économies africaines, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire, la croissance économique, la diversification des exportations et la rationalisation des régimes commerciaux des communautés économiques. C'est pourquoi, le Réseau des Journalistes économiques pour l'Afrique de l'Ouest invite dès à présent, les pays signataires à penser à négocier entre autres, les aspects et les modalités de la mise en œuvre de cet accord, notamment, les règles d'origine, les modalités de paiement, les concessions tarifaires

pour le commerce des marchandises et de règlement et les obstacles non tarifaires. Faut-il le rappeler que la ZLECA donnerait naissance à un vaste marché continental unique et commun, d'intégration économique de 1,2 milliard de personnes, représentant un produit intérieur brut (PIB) de 2 500 milliards de dollars dans l'ensemble des 55 États membres de l'Union africaine. Le Réseau des Journalistes économiques pour l'Afrique de l'Ouest tient à remercier le Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (BSR-AO/CEA), pour avoir organisé en février 2019 à Monrovia (Libéria), en collaboration avec le Gouvernement du Libéria et la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), un atelier sur la ZLECA à l'intention des professionnels des médias de l'Afrique de l'Ouest. Un atelier qui a permis au réseau de non seulement comprendre les innovations et opportunités de la



ZLECA mais également, à travers les différentes productions de communication, à mieux sensibiliser les populations de la CEDEAO et à appeler les pays à la ratification. Le Réseau des Journalistes économiques pour l'Afrique de l'Ouest, s'engage à accompagner toutes les initiatives de la ZLECA afin que l'intégration régionale dans les cinq secteurs à savoir, intégration du commerce, Infrastructures régionales, Intégration productive, Libre circulation des personnes et Intégration macroéconomique, devienne une réalité vers la transformation structurelle et socioéconomique du continent.

ECOBANK

Encore trois ans pour le DG Ade Ayeyemi à la tête du Groupe ETI

A l'occasion de la 31^{ème} assemblée générale du groupe Ecobank Transnational Incorporated (ETI) le 25 avril à Lomé (Togo), les actionnaires ont renouvelé le mandat du Nigérien Ade Ayeyemi, Directeur Général ETI pour une durée de trois (03) ans qui prendra fin au sixième anniversaire de sa nomination en qualité d'Administrateur. Ade Ayeyemi est en poste

depuis septembre 2015 après l'admission à la retraite du Ghanaïen Albert Essien. Ce banquier chevronné depuis 2015, mène Ecobank vers la prochaine étape de son développement et au-delà, en tant que banque panafricaine de classe mondiale. L'un des grands défis relevés durant son premier mandat, est de mettre en place des approches pour toucher plus de clients à travers



notamment le digital. « Le défi consistait surtout en un portefeuille qu'il fallait assainir et qui

demandait de ce fait beaucoup de travail. Mais nous nous concentrons surtout sur les opportunités. C'est dans ce cadre que nous avons lancé cette stratégie digitale de grande envergure «un compte, un téléphone » qui nous permet de nous déployer sur tous les pays où nous sommes présents », disait-il. Le Groupe Ecobank est la première banque panafricaine avec une présence dans 36 pays africains répartis dans 04 grands régions sur le continent. Le groupe dispose d'un agrément pour exercer ses activités à Paris et dispose d'un bureau de repré-

sentation à Addis Abéba, Beijing, Dubaï, Johannesburg et Londres. Ecobank compte 53 filiales avec plus de 19 millions de clients. « Maintenant que nos bases sont consolidées, nous sommes passés en mode exécution. L'un de nos principaux centres d'intérêt est le client et son expérience avec Ecobank. Pour parvenir à atteindre ces objectifs et à exceller dans ce domaine, nous créons une nouvelle fonction chargée de l'expérience client qui sera chapeauté par un cadre dirigeant », a indiqué Ade Ayeyemi.

Oladé

FORUM TOGO-UE

Encore 48 heures pour soumettre son projet

Du 13 au 14 juin prochain, le Togo et l'Union Européenne organiseront le 1er forum économique à Lomé dans le cadre de la promotion et de la recherche de financements pour le Plan national de développement (PND 2018-2022). Les porteurs de projets bancables qui souhaitent attirer des investissements européens au cours du

Forum économique Togo-UE, ont jusqu'au 30 avril prochain pour soumettre leurs projets. Il s'agit de projets matures dont 100 devront être sélectionnés. Les entrepreneurs ou opérateurs économiques dont les projets seront retenus, bénéficieront de l'appui de dispositifs d'accompagnement dédiés. Ces entrepreneurs seront assistés dans le montage de leurs projets à présenter, notamment lors des rencontres interactives B2B prévues entre ceux-ci, les financiers, partenaires au développement, agences donatrices et institutions d'appui, à négocier efficacement et à finaliser des partenariats.



1^{er} Forum Economique
Togo-UE 2019
13 & 14 | Juin
2019
Hôtel 2 Février, Lomé - Togo

Togo Le Rendez-vous des Opportunités

Placé sous le haut patronage de SEM.
Faure Essozimna Gnassingbé,
Président de la République Togolaise

Appel à projets

Accélérez le développement de votre entreprise avec un partenaire européen

- ✓ Avez-vous un projet (nouveau, expansion ou diversification) ?
- ✓ Cherchez-vous un partenaire financier, stratégique ou technologique ?
- ✓ Avez-vous l'ambition de devenir un champion national et régional ?



CONFIRMEZ VOTRE PARTICIPATION

Le premier forum économique Togo-Union européenne, qui se tiendra les **13 et 14 juin 2019** à Lomé, organisé conjointement par la Présidence de la République, le gouvernement togolais, la Délégation de l'Union européenne au Togo et le secteur privé du Togo, vous offre une plateforme de réseautage, conseil et mise en relation avec les investisseurs potentiels des 28 pays de l'Union européenne.

Le forum vous propose des séances thématiques et des rencontres interactives B2B avec des porteurs de projets, financiers, partenaires au développement, agences donatrices et institutions d'appui.

Inscrivez-vous au premier forum économique Togo-ue sur www.forumtogo-ue.tg
Enregistrez ensuite vos projets en décrivant les principaux axes et le partenariat recherché. Vous avez l'opportunité de rencontrer des centaines d'investisseurs qui seront présents à Lomé pour le forum.

Des dispositifs d'accompagnement dédiés sont disponibles pour vous aider au montage de votre projet, négocier efficacement et finaliser un partenariat gagnant-gagnant.

100 projets bancables du secteur privé seront présentés aux investisseurs étrangers pour nouer des contacts et bâtir des relations solides et pérennes entre entrepreneurs togolais et investisseurs européens.



DEPOSEZ VOTRE DOSSIER AVANT LE 30 AVRIL 2019

Pour plus de renseignements
et informations contactez :



Comité d'organisation

✉ forumtogo-ue@gouv.tg

☎ +228 9206 8875 / 9985 2631

TECHNOLOGIE

Le Togo dispose de sa première « communauté connectée de demain »

Le président de la république Faure Gnassingbé a lancé le 24 avril les infrastructures du projet « Communauté connectée de demain » à Sikpé-Afidégnon dans la préfecture de Yoto. Ce concept inspiré du « Tomorrow rural Home » de Bugesera au Rwanda, entend décentraliser la prospérité vers les populations dans les zones rurales grâce à l'économie numérique et aux innovations technologiques et s'inscrit dans la mise en œuvre de l'axe 3 du Plan National de Développement, qui vise la consolidation du développement social et le renforcement des mécanismes d'inclusion. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie d'électrification du Togo, ce sont plus de 315 localités à travers les cinq régions du pays qui seront très prochainement électrifiées à partir de mini-centrales solaires réalisées et gérées par des opérateurs privés. Piloté par BBOXX, avec EDF, les sociétés de téléphonie mobile (Togocel et Moov) et la CEET, l'initiative consiste à la fourniture et à l'installation d'une mini-centrale solaire de 30

KVA à la holding de télécommunication Togocom, pour l'électrification d'une de ses tours installées dans le village. Grâce à la consommation électrique de la tour, les habitants de Sikpé-Afidégnon ont désormais accès à l'électricité, mais aussi à la connectivité Internet et aux services assimilés. Il en est de même pour les localités environnantes, auparavant dépendantes du réseau du Bénin. « Situé au Sud du pays, ce village compte 300 foyers et 4 000 habitants. Il tirera bientôt son énergie de l'électricité solaire pour alimenter l'éclairage public, les foyers, les écoles et les magasins. La communauté pourra également avoir accès à d'autres services et produits, tels que des solutions propres pour cuisiner, des connexions Internet et des pompes à eau », a précisé BBOXX. La plateforme fonctionne sur un micro-réseau développé par General Electric pour répondre à des besoins de consommation d'énergie plus élevés, ainsi que sur les systèmes solaires domestiques de BBOXX pour alimenter les ménages et les PME. Elle est entièrement



gérable à distance et l'ensemble des services (électricité et connectivité Internet) s'effectueront sur la base de paiements par Mobile money. Le Togo ambitionne de faire passer son taux d'électrification qui

a dépassé la barre des 40% en 2018 à 50% en 2020, 75% en 2025 et 100% en 2030.

Augustin

ELECTRIFICATION

117 milliards FCFA de la Banque mondiale pour l'énergie solaire hors réseau en Afrique

200 millions de dollars, soit près de 117 milliards FCFA d'investissement dans l'énergie solaire en Afrique de l'Ouest et du Centre. C'est le montant que la Banque mondiale vient d'approuver dans le cadre du projet régional d'électrification hors réseau (ROGEP). Il s'agit de déployer des systèmes solaires autonomes modernes off-grid (non reliés au réseau de

de l'énergie solaire. « Ce nouveau projet favorisera l'adoption de normes et réglementations qui contribueront à l'harmonisation des politiques à l'échelle de la région et rendront ainsi cette filière attractive pour les grands acteurs du marché », a expliqué Rachid Benmessaoud, directeur de la coordination de l'intégration régionale à la Banque mondiale. En effet, bien



distribution) afin d'améliorer l'accès à l'électricité dans une région où 208 millions de personnes en sont privées selon l'institution. Dans le détail, le projet permettra d'installer des systèmes solaires dans des localités non encore ou insuffisamment desservies par le réseau électrique national au bénéfice des ménages, entreprises et publiques (écoles, centres de santé, etc.). Au total, 1,7 million de personnes dans 19 pays de la région devraient être impactés par le ROGEP dont l'ambition est d'« améliorer les niveaux de vie et les performances économiques » dans les zones visées, souligne la Banque mondiale dans son communiqué. L'autre enjeu du projet est de mettre en place un écosystème régional favorable aux investissements privés dans le secteur

que le potentiel reste important, « la région peine à attirer des investissements dans les énergies renouvelables » alors que « seuls 3 % des ménages en Afrique de l'Ouest et au Sahel sont raccordés à un système solaire domestique autonome ». 19 pays d'Afrique de l'ouest et du centre, de la Mauritanie au Cameroun en passant notamment par le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Niger ou encore la Centrafrique sont concernés par ce important projet ; Notons que le ROGEP est financé à hauteur de 150 millions de dollars par des crédits et des dons de l'Association internationale de développement (IDA) et par une subvention de 74,7 millions de dollars du Fonds pour les technologies propres.

Théophile

SOCIÉTÉ

61 000 ménages bénéficieront des avantages des transferts monétaires

Dans le cadre des festivités du 27 avril, qui marquent le 59^e anniversaire de la souveraineté nationale, le Président de la République du Togo, Faure Gnassingbé a procédé le 23 avril à Timbou, dans la ville de Cinkassé, à l'extension du mécanisme des transferts monétaires à 61 000 ménages. Ces 61 000 ménages issus de 585 villages des 209 cantons les plus pauvres, bénéficieront d'une subvention trimestrielle de 15 000 FCFA pendant deux ans, destinée à assurer leurs besoins, nutritionnels, sanitaires, scolaires et pouvant permettre de démarrer des activités génératrices de revenus. Initiative qui s'inscrit dans l'axe 3 du PND qui porte sur le développement social et les mécanismes d'inclusion des populations. L'opération, une sous-composante du projet « Filets sociaux et services de base (FSB) », dont la phase opérationnelle a commencé depuis décembre, est cofinancée par la Banque mondiale et l'Etat togolais. Le budget dédié, cette année, est estimé à 4,32 milliards FCFA, dont 3 milliards FCFA de la Banque Mondiale et 1,32 milliard FCFA de l'Etat togolais.



ECONOMIE

ETI lève plus de 261 milliards FCFA pour sa 1^{ère} émission d'euro-obligation

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) dont le siège est basé à Lomé, annonce, la levée de 450 millions de dollars (261.165.000.000 FCFA) dans le cadre de sa première euro-obligation, qui a été souscrite. Cette émission mondiale porte sur un billet non garanti à 5 ans (144A/RegS) coté sur le marché principal de la Bourse de Londres. L'obligation arrivera à échéance en avril 2024 et a été émise avec un coupon de 9,5 pour cent, les intérêts étant versés semestriellement à terme échu. Le produit servira aux besoins généraux d'ETI et au refinancement des obligations existantes de la holding. L'émission a suscité l'intérêt des investisseurs du monde entier, notamment du Royaume-Uni,

des États-Unis, de l'Europe, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique. À l'occasion de cette première émission d'euro-obligation, Ade Ayeyemi, directeur général du groupe, ETI, a déclaré : « Il s'agit à nouveau d'une première pour Ecobank et je suis très optimiste quant aux perspectives du Groupe à un moment où nous poursuivons la deuxième phase de notre stratégie quinquennale baptisée "Feuille de route pour le leadership". Nos efforts d'amélioration de l'efficacité opérationnelle et financière portent leurs fruits, et cette émission témoigne des mesures que nous prenons pour renforcer notre établissement et créer de la valeur pour toutes nos parties prenantes. »

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Récépissé N° 0494/ 08 / 04 / HAAC

Directeur de Publication
Joseph GADAH
(228) 90 30 85 10

Rédaction
Joseph
Ghislain
Raissa

Imprimerie
La Colombe

Infographie
Benjamin K. Tchabi
90369796

Tirage
2000 Exemplaires

Comment se porte l'économie africaine?

ECONOMIE

Le Togo dispose d'un nouveau centre administratif des Services à 18 milliards FCFA

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé et l'ambassadeur de Chine au Togo SEM Chao Weidong ont inauguré le 24 avril le nouveau centre administratif des Services de Lomé dont l'objectif est d'améliorer les conditions et l'environnement de travail des agents de l'Etat. Démarrés le 31 Août 2016, les travaux entrent dans le cadre des actions prioritaires en matière d'infrastructures. Ils ont duré 36 mois et ont coûté 18.242.674.020 FCFA sous forme de don obtenu par le gouvernement togolais auprès de la République Populaire de Chine. Abrutant trois différents ministères, ce centre est composé d'un bâtiment principal à trois étages (R+3) avec sous-sol, d'une salle de confé-

rence et d'une cantine, d'une voirie et réseaux intérieurs. En trois zones, le bâtiment principal abrite de son côté ouest les bureaux du ministère des Enseignements Primaire et Secondaire. Cette zone comprend 134 locaux dont 104 bureaux, 09 salles de réunions et 01 salle de pause-café. La seconde zone située au centre abrite les bureaux du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique avec 112 locaux dont 89 bureaux et 05 salles de réunion. Par contre la zone du côté Est abrite les bureaux du Ministère de l'Agriculture, de la Production Animale et Halieutique avec 170 locaux dont 134 bureaux et 09 salles de réunions.

ECONOMIE

La BCEAO lance officiellement l'édition 2019 du Programme de stages

L'édition 2019 du Programme de stages de la BCEAO est officiellement lancée. Ce programme offre beaucoup d'opportunités et s'adresse aux étudiants qui répondront aux critères de la Banque. Ce programme vise à renforcer les capacités des étudiants ressortissants de la zone UMOA évoluant dans les domaines de compétence de la Banque Centrale (statistique, économie, politique monétaire, finance, systèmes et moyens de paiement) ainsi que dans des métiers de support à savoir l'informatique, l'administration, les ressources humaines, les

affaires juridiques, la gestion des archives. Il vise aussi à améliorer l'efficacité de la politique de recrutement de la Banque Centrale, en lui permettant ainsi d'identifier de futurs collaborateurs auxquels elle apporte une formation pratique dans ses métiers, en situation de travail. Le Programme de stages est ouvert aux étudiants en fin de cycle (Baccalauréat + 4 au minimum) devant faire valider leur diplôme par un stage en entreprise, sanctionné par l'élaboration et la soutenance d'un rapport de stage ou un mémoire.

AIB

Côte d'Ivoire, Guinée, Tunisie et Uruguay deviennent des membres

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) a approuvé le 22 avril 2019 l'adhésion de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Tunisie et de l'Uruguay, portant ainsi à 97 le nombre total d'adhésions approuvées. Les quatre membres potentiels rejoindront officiellement l'AIIB une fois qu'ils auront terminé les processus nationaux requis et déposé le premier versement de capital auprès de la banque. À la fin de 2018, le nombre de membres de

l'AIIB était passé de 57 membres fondateurs à 93, répartis sur les cinq continents. En 2016, elle a financé des projets pour un total de 7,5 milliards de dollars. Lancée en janvier 2016, l'AIIB, basée à Pékin, est une banque de développement multilatérale créée par la Chine et soutenue par un large éventail de pays; elle finance l'amélioration des infrastructures de ses membres.

MICROFINANCE

LE TOGO ENREGISTRE LA PLUS IMPORTANTE HAUSSE DES DÉPÔTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS EN 2018 DANS L'UEMOA

En 2018, le Togo a connu la plus importante progression des dépôts dans les établissements de microfinance en 2018, selon la Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), dans son dernier rapport sur la situation de la microfinance dans l'Union. Avec une hausse de 24,8% des dépôts collectés par les Systèmes financiers décentralisés (SFD), le pays se place devant ses voisins, notamment la Côte d'Ivoire (+5,9%), le Bénin (+6,0%),

ou encore le Mali (+23,4%). L'encours des crédits à la clientèle a également progressé de 24,8%, le deuxième bond de l'Union, après le Bénin. Pour la Banque centrale, ces progressions expriment une évolution plutôt opportune pour l'inclusion financière dans l'Uemoa, notamment au Togo. Pour rappel, le Togo a l'un des ratios d'inclusion financière les plus importants de l'Uemoa.

COMMERCE EN AFRIQUE

La BAD signe avec Natixis un accord de participation aux risques de 50 millions de dollars

Au siège à Abidjan, la Banque africaine de développement a signé avec la banque Natixis un accord de participation aux risques (APR) d'un montant de 50 millions de dollars américains. Cet accord de partage de risques à 50/50 porte sur un portefeuille de transactions commerciales d'un montant global de 100 millions de dollars. Partant, il appuiera pour 600 millions de dollars d'opérations commerciales en Afrique sur les trois prochaines années. L'APR va ainsi permettre de répondre à la demande croissante des marchés africains en matière de financement du commerce extérieur, dans des secteurs économiques clés comme l'agroalimentaire, la santé, les services et l'industrie. De plus, il va favori-

ser une diversification de l'économie de production, génératrice de croissance, d'emplois et de recettes fiscales additionnelles pour plusieurs États africains. Cet accord va notamment profiter aux banques commerciales africaines ainsi qu'aux PME du continent, en leur garantissant un meilleur accès au financement de leurs opérations de commerce extérieur. « Cet accord va nous permettre d'étendre notre soutien aux PME africaines, mais aussi aux banques locales dans les pays francophones et certains pays en transition. », a expliqué le directeur du département du Développement du secteur financier de la BAD, Stefan Nalletamby.

CORRUPTION

HAPLUCIA sensibilise les ministères et organismes étatiques

La Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA) a organisé le jeudi 25 Avril 2019 à Lomé, un atelier de sensibilisation à l'intention des ministères et organismes étatiques à caractère éducatif, social et humanitaire. Ouverts par le minis-

tration citoyenne à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées ». Les participants issus de plusieurs ministères et organismes à caractère éducatif, ont à l'occasion suivis plusieurs exposés relatifs à la problématique de la corruption en milieu sanitaire, dans l'enseignement et en milieu sportif. Il leur a été présenté l'état des lieux de la corruption et la problématique la répression des actes de corruption par le nouveau code pénal. Le ministre Christian Trimua en ouvrant les travaux de l'atelier a insisté sur les conséquences désastreuses de la corruption. Elle met en péril la paix et la sécurité des nations et écorne leur image. La corruption est un facteur dissuasif pour les investisseurs étrangers, un frein au développement socio-économique et un obstacle à la démocratie et à la cohésion sociale. Il est prévu une dizaine d'ateliers pour la commune de Lomé dont les six premiers ont été organisés du 22 novembre 2018 au 12 mars 2019 à l'intention de la société civile, aux médias, au secteur privé, aux organes de contrôle et de régulation, au secteur de la justice....



tre des droits de l'homme et des relations avec les institutions de la République, Christian Eninam Massia Trimua, les travaux sont placés sous le thème « partici-

CAMEROUN

Le marocain Wafa Assurance prend le contrôle des assureurs Pro Assur SA et Pro Assur Vie

L'assureur marocain Wafa Assurances renforce sa présence au Cameroun avec la prise de contrôle de deux nouvelles compagnies : Pro Assur SA et Pro Assur Vie. L'opération a été officiellement annoncée le 25 avril. Dans le détail, Wafa Assurance s'est offert 65% du capital de Pro Assur SA, qui intervient sur le segment IARD, à la suite d'une acquisition d'actions et d'une augmentation du capital. Concernant Pro Assur Vie, l'assureur marocain a racheté 89,4% du capital. Wafa Assurance qui dispose déjà d'une filiale dans le pays, Wafa Assurance Vie Cameroun, explique ces acquisitions par le projet « de compléter et de renforcer son dispositif au sein de la première économie de la zone CEMAC », sans donner d'information sur le montant des investissements engagés. Déjà présent, en plus du Maroc, en Tunisie, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, ces nouvelles acquisitions ne sont qu'une étape de la grande ambition de l'assureur d'étendre

sa couverture du marché africain, particulièrement l'Afrique francophone. Une vision qui s'inscrit dans le sillage de sa maison-mère, le groupe financier Attijariwafa Bank. Numéro un du marché marocain, il faut noter que Wafa Assurance profite bien de la nouvelle réglementation de la CIMA (qui regroupe 14 pays d'Afrique de l'ouest et du centre) qui impose un capital minimum à 3 milliards FCFA pour les compagnies d'assurances de la zone. Une exigence dont le deadline est fixé à fin mai 2019 et qui, comme annoncé par les spécialistes, pousse à des opérations de fusions-acquisitions pour les sociétés incapables de se conformer à la nouvelle norme.

Deuxième marché de la zone CIMA derrière la Côte d'Ivoire, le Cameroun compte 26 compagnies d'assurances dont le chiffre d'affaires était évalué à 185,7 milliards FCFA en 2016.

BIA Togo
Attijariwafa bank

Croire en vous

UNE NOUVELLE ÈRE DIGITALE À LA BIA TOGO

DÉSORMAIS CONSULTEZ VOS COMPTES, FAITES VOS VIREMENTS ET BIEN PLUS ENCORE DEPUIS CHEZ VOUS

AVEC **BIA Net** & **BIA Mobile**

Toutes vos opérations en temps réel !
Une solution simple et sécurisée, accessible 7j/7, 24h/24



BIA Togo **BIA Togo** 22 22 86 93

BIA Togo
Attijariwafa bank

Croire en vous

UNE NOUVELLE ÈRE DIGITALE...

- VIREMENT DE SALAIRES OU MULTIPLES,
- ÉDITION DE VOS EXTRAITS DE COMPTES, ...

AVEC **BIA Net** & **BIA Mobile**

Toutes vos opérations en temps réel !
Une solution simple et sécurisée, accessible 7j/7, 24h/24



BIA Togo
Attijariwafa bank

Croire en vous

UNE NOUVELLE ÈRE DIGITALE S'OUVRE À VOTRE BANQUE

AVEC **BIA Net** & **BIA Mobile**

Toutes vos opérations en temps réel !
Une solution simple et sécurisée, accessible 7j/7, 24h/24



BiaNet BiaMobile les solutions digitales disponibles 7j/7 24h/24

La Banque qui innove et vous simplifie la vie !